

35066

F. 2001 — 3573

[C — 2001/01122]

26 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté royal organisant l'accès aux informations et l'usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques dans le chef de la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la Société nationale des Chemins de fer belges

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la Société nationale des Chemins de fer belges à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification.

Le fondement légal de l'arrêté en projet est constitué, pour ce qui concerne l'accès aux informations, par l'article 5, alinéa 2, a), et pour ce qui concerne l'utilisation du numéro d'identification, par l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

La Société nationale des Chemins de fer belges, en abrégé S.N.C.B., jouit de la personnalité juridique en vertu de la loi du 23 juillet 1926 qui l'a initialement créée sous la forme d'une entreprise à gestion mixte, à savoir "un organisme constitué par les pouvoirs publics pour gérer un service public ou un service d'intérêt général en faisant appel à la collaboration de particuliers tant pour la souscription du capital que pour la direction de la société" (1).

La S.N.C.B. a été classifiée parmi les entreprises publiques autonomes par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

En application des articles 37 et 38, § 3, de la loi précitée du 21 mars 1991, les entreprises publiques autonomes peuvent adopter la forme de société anonyme de droit public par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

La S.N.C.B. a été transformée en société anonyme de droit public par l'article 13 de l'arrêté royal du 30 septembre 1992 portant approbation du premier contrat de gestion de la Société nationale des Chemins de fer belges et fixant des mesures relatives à cette Société.

Les missions de la S.N.C.B. doivent être considérées comme des missions de service public, en vertu de l'article 156 de la loi précitée du 21 mars 1991.

Ces missions comprennent :

1° le transport intérieur de voyageurs assuré par les trains du service ordinaire;

2° l'acquisition, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'infrastructure;

3° les prestations que la Société est tenue de fournir pour les besoins de la Nation.

La S.N.C.B. doit par conséquent être considérée comme un organisme de droit belge qui remplit des missions d'intérêt général et qui peut être autorisé à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification de ces personnes au Registre national en application de l'article 5, alinéa 2, a), et de l'article 8 de la susdite loi du 8 août 1983.

N. 2001 — 3573

[C — 2001/01122]

26 SEPTEMBER 2001. — Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de afdeling Pensioenen van de directie van het Personeel en Sociale Zaken van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de afdeling Pensioenen van de directie van het Personeel en Sociale Zaken van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen te machtigen toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken.

De rechtsgrond van het ontworpen besluit wordt gevormd, wat de toegang tot de informatiegegevens betreft, door artikel 5, tweede lid, a), en wat het gebruik van het identificatienummer betreft, door artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, afgerekend N.M.B.S., geniet rechtspersoonlijkheid krachtens de wet van 23 juli 1926, die haar oorspronkelijk heeft opgericht als een onderneming met gemengd beheer, te weten "een door de openbare overheid tot stand gebracht organisme dat een openbare dienst of een dienst van algemeen belang waarneemt en dat, zowel wat de samenstelling van het kapitaal als wat het beheer van de onderneming betreft, een beroep doet op de medewerking van particulieren" (1).

De N.M.B.S. werd door de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven.

Met toepassing van de artikelen 37 en 38, § 3, van de voormelde wet van 21 maart 1991, kunnen de autonome overheidsbedrijven de vorm aannemen van een naamloze vennootschap van publiek recht bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

De N.M.B.S. werd omgevormd tot een naamloze vennootschap van publiek recht door artikel 13 van het koninklijk besluit van 30 september 1992 houdende goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en tot vaststelling van maatregelen met betrekking tot deze Maatschappij.

De opdrachten van de N.M.B.S. moeten worden beschouwd als opdrachten van openbare dienst, krachtens artikel 156 van de voormelde wet van 21 maart 1991.

Deze opdrachten omvatten :

1° het binnenlands vervoer van reizigers met treinen van de gewone dienst;

2° het verwerven, de aanleg, het onderhoud, het beheer en de exploitatie van de infrastructuur;

3° de prestaties die de Maatschappij moet leveren voor de behoeften van de Natie.

De N.M.B.S. dient derhalve te worden beschouwd als een instelling van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervult en waaraan, met toepassing van artikel 5, tweede lid, a), en artikel 8 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, toegang kan worden verleend tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en die kan worden gemachtigd het identificatienummer van die personen bij het Rijksregister te gebruiken.

En vertu du Chapitre XVI du Statut de son personnel, approuvé par la Commission paritaire le 25 novembre 1932, la S.N.C.B. dispose de son propre Fonds des pensions sur lequel sont imputées les pensions de retraite et de survie de ses agents. En application des articles 1^{er} et 3 du Chapitre XVI du Statut, la direction du Personnel et des Affaires sociales, plus spécialement la division des Pensions, est chargée de la gestion du Fonds des pensions auquel sont affiliés tous les membres du personnel de la S.N.C.B.

En vertu de l'article 8 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la "charte" de l'assuré social, la S.N.C.B. est chargée d'octroyer les pensions soit d'office, soit sur demande écrite; selon l'article 13 de la même loi, les décisions d'octroi d'un droit complémentaire de régularisation d'un droit, d'un droit complémentaire, de régularisation d'un droit ou d'un refus doivent être motivées.

La division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales gère actuellement quelque cinquante mille dossiers de pensions (comprenant tant les pensions de retraite que les pensions de survie).

La S.N.C.B. sollicite dès lors l'accès aux informations et l'usage du numéro d'identification du Registre national dans le chef de la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales.

En exécution de l'article 57 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^e, quinzième tiret, de l'arrêté royal du 28 juin 1985 fixant le mode d'identification des bénéficiaires de pensions dispose que le numéro d'identification des bénéficiaires des prestations énumérées à l'article 57 de la loi du 15 mai 1984, est celui sous lequel ces bénéficiaires figurent dans le Registre national des personnes physiques, lorsque le service des pensions est assuré par la S.N.C.B.

L'accès aux informations du Registre national est nécessaire au service concerné pour l'accomplissement des tâches suivantes :

- le calcul des pensions de vieillesse, de retraite et de survie des membres du personnel de la S.N.C.B.;
- le versement de ces prestations.

L'accès est demandé pour les informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 6^o, 8^o et 9^o, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. A cet égard, il y a lieu de préciser que les informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o (nom et prénoms), 2^o (lieu et date de naissance), 3^o (sexe), 4^o (nationalité), 5^o (résidence principale) et 6^o (lieu et date du décès), sont les informations minimales de base pour constituer un dossier relatif à une personne physique. L'accès aux informations relatives à l'état civil (8^o) et à la composition du ménage (9^o) s'avère également nécessaire, parce que sont notamment requis pour la pension de survie du conjoint survivant : un extrait de l'acte de mariage et le cas échéant un extrait d'acte de naissance de chacun des conjoints. Sont également requis dans certains cas : un extrait d'acte de naissance des enfants issus du mariage, un extrait de l'acte prononçant un divorce, un acte établissant que le conjoint survivant ne s'est pas remarié. En ce qui concerne la pension de retraite, des informations complémentaires relatives aux actes de l'état civil sont également nécessaires dans certains cas.

L'absence d'un ou de plusieurs de ces documents ne permet pas à la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de fixer le droit à une pension ou de calculer correctement le montant de la pension.

Il convient de noter que la S.N.C.B. sollicite l'accès à l'information relative à la profession (7^o) pour donner des informations quant aux activités professionnelles de la personne concernée. La Commission de la protection de la vie privée estime néanmoins que cette information n'est pas pertinente. En outre, cette information n'est pas adéquate car elle n'est pas tenue à jour de manière rigoureuse.

L'accès aux modifications successives apportées aux informations (historique des données visé à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983) est nécessaire pour les informations relatives à l'état civil (8^o) et à la composition du ménage (9^o). La S.N.C.B. demande pour ces deux informations que l'on puisse le cas échéant remonter dans le temps jusqu'à la date du premier mariage de l'agent concerné.

Par analogie aux dispositions prévues sur ce plan pour l'accès aux informations et l'utilisation du numéro d'identification du Registre national dans le chef des organismes qui remplissent des missions d'intérêt général (2) dans le cadre de la législation relative aux pensions des travailleurs salariés, l'accès aux modifications apportées aux informations précitées (8^o et 9^o) est limité, dans l'article 1^{er}, alinéa 2, du projet d'arrêté royal, au temps nécessaire à l'exécution des tâches relatives au versement des pensions.

Uit hoofde van Hoofstuk XVI van het Statuut van haar personeel goedgekeurd door de Paritaire Commissie op 25 november 1932, beschikt de N.M.B.S. over haar eigen Pensioenfonds, waarop de rust- en overlevingspensioenen van haar personeelsleden worden aangerekend. In toepassing van de artikelen 1 en 3 van Hoofstuk XVI van het Statuut is de directie Personele en Sociale Zaken, meer bepaald de afdeling Pensioenen, belast met het beheer van het Pensioenfonds, waarbij alle personeelsleden van de N.M.B.S. zijn aangesloten.

Krachtens artikel 8 van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, moet de N.M.B.S. de pensioenen hetzij ambtshalve, hetzij op schriftelijk verzoek, toegeven; volgens artikel 13 van dezelfde wet, moeten de beslissingen tot toegeving van een recht, van een aanvullend recht, van de regularisatie van een recht of tot weigering met redenen omkleed worden.

De afdeling Pensioenen van de directie Personele en Sociale Zaken beheert momenteel ongeveer vijftigduizend pensioendossiers (hierin zijn zowel de rust- als overlevingspensioenen begrepen).

De N.M.B.S. vraagt derhalve de toegang tot de informatiegegevens en het gebruik van het identificatienummer voor de afdeling Pensioenen van de directie Personele en Sociale Zaken.

In uitvoering van artikel 57 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, bepaalt artikel 1, § 1, 2^e, vijftiende streepje, van het koninklijk besluit van 28 juni 1985 tot vaststelling van de wijze van identificatie van de rechthebbenden op pensioen, dat het identificatienummer van de rechthebbenden op de prestaties opgesomd in artikel 57 van de wet van 15 mei 1984, het nummer is waaronder deze rechthebbenden in het Rijksregister van de natuurlijke personen voorkomen, wanneer de dienst van de pensioenen verzekerd wordt door de N.M.B.S.

De toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister is voor de betrokken dienst noodzakelijk voor het vervullen van volgende taken :

- de berekening van de ouderdoms-, rust- en overlevingspensioenen van de personeelsleden van de N.M.B.S.;
- de uitkering van de prestaties hiervan.

De toegang wordt gevraagd voor de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 6^o, 8^o en 9^o, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen. Daarbij kan gepreciseerd worden dat de gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1^o (naam en voornamen), 2^o (geboorteplaats en -datum), 3^o (geslacht), 4^o (nationaliteit), 5^o (hoofdverblijfplaats) en 6^o (plaats en datum van overlijden) basisgegevens zijn, minimaal noodzakelijk om een dossier betreffende een natuurlijk persoon samen te stellen. Ook de toegang tot de informatiegegevens betreffende de burgerlijke staat (8^o) en de samenstelling van het gezin (9^o) is noodzakelijk, onder andere omdat voor het overlevingspensioen van de langstlevende echtgenoot vereist is : een uittreksel uit de huwelijksakte en in voorkomend geval een uittreksel uit de geboorteakte van elk van de echtgenoten. In sommige gevallen zijn eveneens vereist : een uittreksel uit de geboorteakte van de uit het huwelijk geboren kinderen, een uittreksel uit de akte waarbij de echtscheiding wordt uitgesproken, een akte waaruit blijkt dat de langstlevende echtgenoot niet is hertrouwd. Ook wat betreft de rustpensioenen is in sommige gevallen bijkomende informatie noodzakelijk betreffende de akten van de burgerlijke stand.

Het ontbreken van één of meerdere van deze documenten maakt het de afdeling Pensioenen van de directie Personele en Sociale Zaken onmogelijk het recht op een pensioen vast te stellen of het pensioenbedrag op een juiste manier te berekenen.

Er dient opgemerkt te worden dat de N.M.B.S. toegang vraagt tot de informatie betreffende het beroep (7^o) om informatie te verstrekken inzake de beroepsactiviteiten van de betrokken persoon. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer vindt echter dat deze informatie niet ter zake dienend is. Bovendien is die informatie niet toereikend want zij wordt niet strikt bijgewerkt.

De toegang tot de opeenvolgende wijzigingen aangebracht aan de informatiegegevens (historiek van de gegevens bedoeld in artikel 3, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983), is noodzakelijk voor de informatiegegevens betreffende de burgerlijke staat (8^o) en de samenstelling van het gezin (9^o). De N.M.B.S. vraagt dat voor deze beide informatiegegevens in voorkomend geval, teruggegaan zou worden in de tijd tot de datum van het eerste huwelijk van het betrokken personeelslid.

Naar analogie van de bepalingen, die op dit vlak voor de toegang tot de informatiegegevens en het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister werden voorzien voor de instellingen die, in het kader van de wetgeving betreffende de pensioenen der werknemers, opdrachten van algemeen belang vervullen (2), wordt in artikel 1, tweede lid, van het ontwerp van koninklijk besluit, de toegang tot de wijzigingen aan de voorname informatiegegevens (8^o en 9^o), beperkt tot de tijd nodig voor de uitvoering van de taken met betrekking tot de uitkering van de pensioenen.

L'usage d'un numéro d'identification unique, à savoir le numéro du Registre national, est nécessaire à la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la S.N.C.B. parce qu'il est déjà imposé par l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^e, quinzième tiret, de l'arrêté royal du 28 juin 1985 fixant le mode d'identification des bénéficiaires de pensions comme numéro d'identification des bénéficiaires notamment d'une pension légale ou réglementaire de vieillesse, de retraite, d'ancienneté, d'invalidité ou de survie et des rentes et allocations y relatives, lorsque le service de ces pensions est assuré par la S.N.C.B.

L'usage du numéro du Registre national s'avère d'ailleurs utile car il permet d'éviter les confusions en cas de personnes portant le même nom. En outre, il garantit une recherche plus efficace des informations au Registre national. Enfin, il facilite l'échange d'informations avec d'autres autorités et institutions également habilitées à utiliser ce numéro.

Il a été tenu compte du prescrit de l'article 11 de la loi du 8 août 1983 et de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Ainsi, il est fait référence à ladite loi du 8 décembre 1992 dans le préambule de l'arrêté, et plus particulièrement à son article 4, § 1^{er}, qui concerne le respect du principe de finalité.

La Commission de la Protection de la Vie privée a émis son avis en date du 8 septembre 1999.

Le Conseil d'Etat a émis son avis en date du 16 mai 2001.

Il a été tenu compte des diverses remarques de la Commission de la Protection de la Vie privée et du Conseil d'Etat dans le présent projet d'arrêté royal.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs.
Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Notes

(1) Mast A., "Overzicht van het Belgisch administratief recht", neuvième édition, 1984, p. 90 et 94.

(2) Arrêté royal du 5 décembre 1986 organisant l'accès aux informations et l'usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques dans le chef d'organismes qui remplissent des missions d'intérêt général dans le cadre de la législation relative aux pensions des travailleurs salariés, articles 2, alinéa 3, 4, alinéa 3 et 5, alinéa 2 (*Moniteur belge* du 19.12.1986).

Het gebruik van het unieke identificatienummer, met name het nummer van het Rijksregister, is noodzakelijk voor de afdeling Pensioenen van de directie Personeel en Sociale Zaken van de N.M.B.S. omdat het reeds door artikel 1, § 1, 2^e, vijftiende streepje, van het koninklijk besluit van 28 juni 1985 tot vaststelling van de wijze van identificatie van de rechthebbenden op pensioen, wordt opgelegd als identificatienummer van de rechthebbenden op onder meer een wettelijk of reglementair ouderdoms-, rust- en anciennerits-, invaliditeits- of overlevingspensioen en op de desbetreffende renten en toelagen, wanneer de dienst van deze pensioenen verzekerd wordt door de N.M.B.S.

Overigens is het gebruik van het Rijksregisternummer nuttig omdat het de mogelijkheid biedt vergissingen rond personen met dezelfde naam te voorkomen. Bovendien kunnen de opzoeken van gegevens in het Rijksregister efficiënter verlopen. Ten slotte vergemakkelijkt het de uitwisseling van informatie met de andere overheden en instellingen die zelf gemachtigd werden dit nummer te gebruiken.

Er werd rekening gehouden met hetgeen bepaald is in artikel 11 van de wet van 8 augustus 1983 en artikel 4, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Zo wordt er verwezen naar de wet van 8 december 1992 in de aanhef van het besluit, en in het bijzonder naar artikel 4, § 1, ervan, dat betrekking heeft op de naleving van het finaliteitprincipe.

De Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer verleende een advies op 8 september 1999.

De Raad van State verleende een advies op 16 mei 2001.

In dit ontwerp koninklijk besluit werd rekening gehouden met de verschillende opmerkingen van de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer en van de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majestieit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwde dienaars,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota's

(1) Mast A., "Overzicht van het Belgisch administratief Recht", negende uitgave, 1984, blz. 90 en 94.

(2) Koninklijk besluit van 5 december 1986 tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van instellingen die, in het kader van de wetgeving betreffende de pensionen der werknemers, opdrachten van algemeen belang vervullen, artikelen 2, derde lid, 4, derde lid, en 5, tweede lid (*Belgisch Staatsblad* van 19.12.1986).

Avis N° 27/1999 du 8 septembre 1999 de la Commission de la Protection de la Vie privée

Projet d'arrêté royal organisant l'accès aux informations et l'usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques dans le chef de la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la Société nationale des Chemins de fer belges

La Commission de la protection de la vie privée;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

Vu la loi du 8 août 1983 (modifiée par les lois des 15 janvier 1990, 19 juillet 1991, 24 mai 1994 et 30 mars 1995) organisant un Registre national des personnes physiques, notamment les articles 4, 5 et 8;

Advies nr. 27/1999 van 8 september 1999 van de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer

Ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de afdeling Pensioenen van de directie Personeel en Sociale Zaken van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 29;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 (gewijzigd bij wetten van 15 januari 1990, 19 juli 1991, 24 mei 1994 en 30 maart 1995) tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid de artikelen 4, 5 en 8;

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Intérieur du 18 juin 1999;

Vu le rapport de M. F. Ringelheim;

Emet, le 8 septembre 1999 l'avis suivant :

I. Objet de la demande d'avis.

Le projet d'arrêté royal vise à autoriser la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la Société nationale des Chemins de fer belges, en abrégé S.N.C.B., d'une part à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 7^e et à l'article 3, alinéa 1^{er}, 8^e et 9^e et alinéa 2 de la loi du 8 août 1983, organisant un Registre national des personnes physiques et, d'autre part, à utiliser le numéro d'identification dudit Registre, en vue d'accomplir les tâches de calcul des pensions légales ou réglementaires de vieillesse, de retraite et de survie des membres du personnel de la S.N.C.B., et de versement de ces pensions.

L'accès aux informations est réservé au conseiller en chef-chef de service et aux membres du personnel de la division des Pensions compte tenu des fonctions qu'ils exercent.

II. Examen du projet

1. Accès aux données du Registre national

L'article 5, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 dispose que le Roi (...) peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, étendre l'accès (au Registre national) à des organismes de droit belge qui remplissent des missions d'intérêt général.

Le rapport au Roi du projet d'arrêté royal rappelle que la S.N.C.B. jouit de la personnalité juridique en vertu de la loi du 23 juillet 1926 qui l'a initialement créée sous la forme d'une entreprise à gestion mixte; qu'elle a été classée parmi les entreprises publiques autonomes par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, qu'elle a été transformée en société anonyme de droit public par l'article 13 de l'arrêté royal du 30 septembre 1992 portant approbation du premier contrat de gestion de la S.N.C.B.; que ses missions doivent être considérées comme des missions de service public en vertu de l'article 156 de la loi du 21 mars 1991 précitée.

En application de l'article 5 alinéa 2 de la loi du 8 août 1983, la S.N.C.B. peut être autorisée à accéder aux informations du Registre national.

L'autorisation d'accès au Registre national est plus précisément octroyée à la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la S.N.C.B., en vue de l'accomplissement des tâches suivantes :

- le calcul des pensions légales ou réglementaires de vieillesse, de retraite et de survie des membres du personnel de la S.N.C.B.;

- le versement des prestations visées ci-dessus.

L'arrêté royal du 5 décembre 1986 modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1992 réglant l'accès du Registre national dans le chef des organismes d'intérêt public relevant du Ministère de la Prévoyance sociale, ne reprend pas la Caisse des pensions de la S.N.C.B. parmi ces organismes.

L'arrêté royal du 28 juin 1985 fixant le mode d'identification des bénéficiaires de pensions dispose que ce numéro est celui qui figure au Registre national lorsque le service de la pension est assuré, notamment par la S.N.C.B. Cependant, cet arrêté royal n'a pas pour objet d'autoriser l'accès aux données du Registre national.

Dans sa lettre du 20 avril 1998 adressée au Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Télécommunications et de l'Infrastructure suggérait de modifier l'arrêté royal du 5 décembre 1986 précité, en y ajoutant la S.N.C.B.

Même en autorisant l'accès, la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la Société nationale des Chemins de fer belges, étant une institution de sécurité sociale, doit respecter les règles de sécurité prévues par la loi du 15 janvier 1990 sur la Banque-carrefour.

Le Ministre de l'Intérieur n'ayant pas suivi cette suggestion, il convient de poursuivre l'examen du projet d'arrêté royal soumis à l'avis de la Commission.

Gelet op de adviesaanvraag van de Minister van Binnenlandse Zaken d.d. 18 juni 1999;

Gelet op het verslag van de heer F. Ringelheim,

Brengt op 8 september 1999 volgend advies uit :

I. Voorwerp van de adviesaanvraag

Het ontwerp van koninklijk besluit beoogt aan de afdeling Pensioenen van de directie Personeel en Sociale Zaken van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, afgekort N.M.B.S., enerzijds, toegang te verlenen tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 7^e, en in artikel 3, eerste lid, 8^e en 9^e en tweede lid van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en, anderzijds, deze dienst te machtigen tot het gebruik van het identificatienummer van dat Register, met het oog op de uitvoering van volgende taken : de berekening van de wettelijke of reglementaire ouderdoms-, rust- en overlevingspensioenen van de personeelsleden van de N.M.B.S., en de uitkering van voormelde prestaties.

De toegang tot de informatiegegevens is toegestaan aan de hoofdinspecteur-dienstchef en aan de personeelsleden van de afdeling Pensioenen wegens hun functies.

II. Onderzoek van het ontwerp

1. Toegang tot de gegevens van het Rijksregister

Artikel 5, tweede lid van de wet van 8 augustus 1983 bepaalt dat "de Koning (...) bij in Ministerraad overlegd besluit (...) de toegang (kan) uitbreiden tot instellingen van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervullen".

Het verslag aan de Koning wijst erop dat de N.M.B.S. rechtspersoonlijkheid geniet krachtens de wet van 23 juli 1926, die haar oorspronkelijk heeft opgericht als een onderneming met gemengd beheer; dat zij door de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven ingedeeld werd bij de autonome overheidsbedrijven; dat zij door artikel 13 van het koninklijk besluit van 30 september 1992 houdende goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen omgevormd werd tot een naamloze vereniging van publiek recht; dat haar opdrachten beschouwd moeten worden als opdrachten van openbare dienst, krachtens artikel 156 van de voormelde wet van 21 maart 1991.

Met toepassing van artikel 5, tweede lid van de wet van 8 augustus 1983, kan de N.M.B.S. toegang verleend worden tot de informatiegegevens van het Rijksregister.

De machtiging tot toegang tot het Rijksregister wordt meer in het bijzonder verleend aan de afdeling Pensioenen van de directie Personeel en Sociale Zaken van de N.M.B.S. met het oog op de uitvoering van de volgende taken :

- de berekening van de wettelijke of reglementaire ouderdoms-, rust- en overlevingspensioenen van de personeelsleden van de N.M.B.S.;
- de uitkering van voormelde prestaties.

In het koninklijk besluit van 5 december 1986, gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 maart 1992, tot regeling van de toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van de instellingen van openbaar nut die onder het Ministerie van Sociale Voorzorg ressorteren, wordt de Pensioenkas van de N.M.B.S. niet onder deze instellingen opgenomen.

In het koninklijk besluit van 28 juni 1985 tot vaststelling van de wijze van identificatie van de rechthebbenden op pensioen wordt bepaald dat dit nummer datgene is dat in het Rijksregister voorkomt wanneer de dienst van het pensioen verzekerd wordt, met name door de N.M.B.S. Het doel van dit koninklijk besluit bestaat evenwel niet in het verlenen van toegang tot de gegevens van het Rijksregister.

In zijn brief van 20 april 1998 gericht aan de Minister van Binnenlandse Zaken, stelde de Minister van Telecommunicatie voor het voornoemd koninklijk besluit van 5 december 1986 te wijzigen, door er de N.M.B.S. aan toe te voegen.

Zelfs indien toegang verleend wordt, moet de afdeling Pensioenen van de directie Personeel en Sociale Zaken van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, zijnde een instelling van sociale zekerheid, de door de wet van 15 januari 1990 op de Kruispuntbank bepaalde regels inzake veiligheid eerbiedigen.

Daar de Minister van Binnenlandse Zaken niet op deze suggestie inging, zou het aan de Commissie ter advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit verder onderzocht moeten worden.

Il serait en effet souhaitable que la Caisse des pensions de la S.N.C.B. soit intégrée dans le réseau secondaire de la sécurité sociale - secteur des pensions - et intégrée dans le répertoire des références de la Banque-carrefour. Lui seraient dès lors applicables les dispositions de la loi du 15 janvier 1990 sur la Banque-carrefour (notamment l'article 9 suivant lequel le seul identifiant utilisé est le numéro d'identification du Registre national), ainsi que l'arrêté royal du 8 mai 1992 relatif à la communication de certaines données sociales à caractère personnel au sein du réseau de la Banque-carrefour qui autorise l'accès aux données d'identification du Registre national. En outre, les mesures de sécurité que les institutions de sécurité sociale sont tenues de mettre en œuvre seraient d'application.

L'autorisation d'accès est justifiée par les considérations suivantes :

- les informations visées à l'article 3, alinéa 1, 1^o (nom et prénoms), 2^o (lieu et date de naissance), 3^o (sexe), 4^o (nationalité), 5^o (résidence principale) et 6^o (date du décès) sont indispensables pour constituer un dossier relatif à une personne physique;

- l'information relative à la profession (7^o) est nécessaire pour le calcul de la pension;

- les informations relatives à l'état civil (8^o) et à la composition du ménage (9^o) sont nécessaires pour établir la pension.

Le rapport du Roi précise que ces informations sont indispensables pour fixer le droit à une pension ou en calculer le montant.

La Commission estime toutefois que l'information relative à la profession n'est pas pertinente. L'article 1^{er}, alinéa 4 du projet limite l'accès aux modifications successives apportées aux informations d'état civil et de composition du ménage au temps nécessaire à l'accomplissement des tâches visées à l'alinéa 2.

Suivant l'article 1^{er}, alinéa 3 du projet, l'accès aux informations est réservé : 1^o au conseiller-chef de service chargé de la direction de la division des Pensions et 2^o aux membres du personnel de la même division compte tenu des fonctions qu'ils exercent et dans les limites de leurs attributions respectives. Une liste des membres du personnel ayant accès aux données est dressée annuellement et tenue à la disposition de la Commission.

L'autorisation d'accès aux données du Registre national accordée par le projet d'arrêté royal paraît bien justifiée et conforme à la jurisprudence de la Commission, sous réserve de ce qui a été dit concernant la donnée profession.

2. Utilisation du numéro d'identification

L'article 8 de la loi du 8 août 1983 dispose que le Roi peut autoriser les autorités publiques et les organismes visés à l'article 5 à faire usage du numéro d'identification dans les limites et aux fins qu'il détermine.

L'article 3 du projet d'arrêté royal limite l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification à l'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}. Ce numéro ne peut être utilisé à des fins de gestion interne, suivant l'article 4, que comme moyen d'identification dans les dossiers, fichiers et répertoires tenus par la division des Pensions.

En cas d'usage externe, le numéro ne peut être utilisé que dans les rapports qui sont nécessaires à l'accomplissement desdites tâches avec, d'une part, le titulaire du numéro et, d'autre part, les autorités et organismes disposant également d'une autorisation.

L'utilisation du numéro d'identification apparaît comme un corolaire de l'autorisation d'accès.

Rappelons enfin que, comme il a été mentionné ci-dessus, l'arrêté royal du 28 juin 1985 fixant le mode d'identification des bénéficiaires de pensions autorise déjà la S.N.C.B. à faire usage du numéro d'identification du Registre national des bénéficiaires des pensions.

Par ces motifs,

La Commission émet, sous réserve des remarques émises, un avis favorable sur le projet d'arrêté royal.

Pour le secrétaire, légitimement empêché :

(signé) G. Popleu, conseiller adjoint.

Le président,

(signé) P. Thomas.

Het zou inderdaad wenselijk zijn dat de Pensioenkas van de N.M.B.S. in het secundaire netwerk van de sociale zekerheid - pensioensector - en in het referentierepertoriump van de Kruispuntbank wordt opgenomen. Bijgevolg zouden de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 op de Kruispuntbank (in het bijzonder artikel 8 waarin bepaald wordt dat uitsluitend het identificatienummer van het Rijksregister als identificatiemiddel wordt gebruikt), alsook het koninklijk besluit van 8 mei 1992 betreffende de mededeling van bepaalde sociale gegevens van persoonlijke aard binnen het netwerk van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, hierop van toepassing zijn. Bovendien zouden de veiligheidsmaatregelen die de instellingen van sociale zekerheid moeten uitvoeren, van toepassing zijn.

De machting tot toegang wordt gerechtvaardigd door de volgende overwegingen :

- de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o (naam en voornamen), 2^o (geboorteplaats en -datum), 3^o (geslacht), 4^o (nationaliteit), 5^o (hoofdverblijfplaats), 6^o (datum van overlijden) zijn onontbeerlijk om een dossier aan te leggen betreffende een natuurlijke persoon;

- het informatiegegeven betreffende het beroep (7^o) is noodzakelijk voor de berekening van het pensioen;

- de informatiegegevens betreffende de burgerlijke staat (8^o) en de samenstelling van het gezin (9^o) zijn noodzakelijk om het pensioen vast te stellen.

In het verslag aan de Koning wordt verduidelijkt dat deze informatiegegevens onontbeerlijk zijn om het recht op een pensioen vast te stellen of om het pensioenbedrag te berekenen.

De Commissie meent evenwel dat het informatiegegeven betreffende het beroep niet ter zake dienend is. Artikel 1, vierde lid van het ontwerp beperkt de toegang tot de opeenvolgende wijzigingen van de informatiegegevens betreffende de burgerlijke staat en de samenstelling van het gezin tot de tijd nodig voor de uitvoering van de in het tweede lid vermelde taken.

Volgens artikel 1, derde lid van het ontwerp is de toegang tot de informatiegegevens toegestaan aan : 1^o de hoofdinspecteur-dienstchef die belast is met de leiding van de afdeling Pensioenen en 2^o aan de personeelsleden van deze afdeling wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden. Een lijst van personeelsleden die toegang hebben tot de gegevens wordt jaarlijks opgesteld en ter beschikking gehouden van de Commissie.

De door het ontwerp van koninklijk besluit verleende machting tot toegang tot de gegevens van het Rijksregister lijkt goed gemotiveerd en overeenkomstig met de rechtspraak van de Commissie, onder voorbehoud van de opmerking betreffende het gegeven "beroep".

Gebruik van het identificatienummer

In artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 wordt bepaald dat "de Koning de openbare overheden en de instellingen bedoeld bij artikel 5 (kan) machtigen om het identificatienummer te gebruiken binnen de grenzen en voor de doeleinden door Hem bepaald".

Artikel 3 van het ontwerp van koninklijk besluit beperkt de machting tot gebruik van het identificatienummer tot het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, vermelde taken. Dit nummer mag, volgens artikel 4, voor interne beheersdoeleinden uitsluitend gebruikt worden als identificatiemiddel in de dossiers, bestanden en repertoria die door de afdeling Pensioenen bijgehouden worden.

Bij extern gebruik mag dit nummer enkel gebruikt worden in de betrekkingen die noodzakelijk zijn voor het vervullen van genoemde taken, enerzijds, met de houder van het nummer en, anderzijds, met de overheden en instellingen die eveneens machting hebben.

Het gebruik van het identificatienummer lijkt een logisch gevolg van de machting tot toegang.

Brengen we tenslotte, zoals hierboven vermeld werd, in herinnering dat het koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze van identificatie van de rechthebbenden op pensioen reeds de N.M.B.S. machtigt om het identificatienummer van het Rijksregister van de rechthebbenden op pensioen te gebruiken.

Om deze redenen,

Brengt de Commissie, onder voorbehoud van de gemaakte opmerkingen, een gunstig advies uit over het ontwerp van koninklijk besluit.

Voor de secretaris, wettig verhinderd,

(get.) G. Popleu, adjunct-adviseur.

De voorzitter,

(get.) P. Thomas.

Avis 30.675/2 de la section de législation du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 14 septembre 2001, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "organisant l'accès aux informations et l'usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques dans le chef de la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la Société nationale des Chemins de fer belges", a donné le 16 mai 2001 l'avis suivant :

Examen du projet**Préambule****Alinéas 2 à 9**

Ces alinéas expriment les conditions légales d'intervention du Roi. Les règles juridiques auxquelles se réfèrent ces alinéas sont déjà mentionnées dans le rapport au Roi qui précède l'arrêté en projet, à l'exception des dispositions suivantes :

- l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, visé à l'alinéa 5;

- les articles 8 et 13 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la "charte" de l'assuré social, visés à l'alinéa 6.

Le rapport au Roi sera utilement complété par ces références.

Dès lors que le rapport au Roi énonce l'ensemble des règles juridiques qui constituent les conditions légales d'intervention du Roi, il n'est pas indispensable de les rappeler dans le préambule. Si ces mentions sont néanmoins maintenues, elles doivent l'être sous forme de considérants et non de visas, dans l'ordre décroissant de leur intensité de force obligatoire et dans l'ordre chronologique.

Alinéa 6

Cet alinéa doit être réécrit comme suit :

« Vu la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la "charte" de l'assuré social, notamment les articles 8 et 13, modifiés par la loi du 25 juin 1997; ».

Dispositif**Article 1^{er}****1. Selon les termes du rapport au Roi,**

« ... L'accès aux modifications successives apportées aux informations (historique des données visé à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983) est nécessaire pour les informations relatives à l'état civil (8^e) et à la composition du ménage (9^e). ».

L'arrêté en projet doit être revu pour que cette intention soit exactement exprimée.

Il y a lieu à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de supprimer les mots "et alinéa 2".

Un alinéa supplémentaire rédigé comme suit doit être inséré sous cet alinéa 1^{er} :

« L'accès aux informations visées à l'article 3, alinéa 2, de la loi précitée est autorisé exclusivement pour les données visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 8^e et 9^e. ».

L'article 1^{er}, alinéa 4, doit être supprimé.

Advies 30.675/2 van de afdeling wetgeving van de Raad van State

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 september 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de afdeling Pensioenen van de directie van het Personeel en Sociale Zaken van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen", heeft op 16 mei 2001 het volgende advies gegeven :

Onderzoek van het ontwerp**Aanhef****Tweede tot negende lid**

Die leden geven de wettelijke voorwaarden weer waaronder de Koning gemachtigd is om op te treden. De regelgeving waarnaar deze leden verwijzen, wordt reeds vermeld in het verslag aan de Koning dat aan het ontworpen besluit voorafgaat, met uitzondering van de volgende bepalingen :

- artikel 5 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, waarnaar verwezen wordt in het vijfde lid;

- de artikelen 8 en 13 van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, waarnaar wordt verwezen in het zesde lid.

Het verdient aanbeveling het verslag aan de Koning met die verwijzingen aan te vullen.

Aangezien in het verslag aan de Koning het geheel van de juridische regels is vermeld die de wettelijke voorwaarden vormen waaronder de Koning gemachtigd is om op te treden, is het niet noodzakelijk deze in de aanhef in herinnering te brengen. Mochten deze vermeldingen niettemin worden gehandhaafd, dan moeten zij ingeleid worden met het woord "overwegende", en niet met de woorden "gelet op", op zodanige wijze dat de hogere regelingen voorafgaan aan de lagere, en gerangschikt naar tijdsorde.

Zesde lid**Dit lid moet worden herschreven als volgt :**

« Gelet op de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, inzonderheid op de artikelen 8 en 13, gewijzigd bij de wet van 25 juni 1997; ».

Dispositief**Artikel 1****1. Het verslag aan de Koning luidt als volgt :**

« ... De toegang tot de opeenvolgende wijzigingen aangebracht aan de informatiegegevens (historiek van de gegevens bedoeld in artikel 3, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983) is noodzakelijk voor de informatiegegevens betreffende de burgerlijke staat (8^e) en de samenstelling van het gezin (9^e). ».

Het ontworpen besluit moet worden herzien opdat die bedoeling nauwkeurig wordt weergegeven.

In artikel 1, eerste lid, dienen de woorden "en tweede lid" te worden weggeleten.

Na dat eerste lid dient een aanvullend lid te worden ingevoegd, luidende :

« De toegang tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, tweede lid, van de voormalde wet wordt uitsluitend toegestaan voor de gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 8^e en 9^e. ».

Artikel 1, vierde lid, moet vervallen.

Article 6

Il y a lieu de transmettre à la Commission de la protection de la vie privée, la liste des personnes autorisées à accéder au Registre et à utiliser le numéro d'identification.

Il importe également que le titre et la fonction des personnes concernées (contrairement au projet qui emploie la conjonction ou) soient mentionnés dans cette liste.

On écrira donc :

« La liste des membres du personnel désignés conformément à l'article 1^{er}, alinéa 3, avec la mention de leur titre et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée. ».

Sont ainsi sauvegardées l'uniformité des obligations incombant à l'ensemble des autorités habilitées à utiliser le numéro d'identification et, corrélativement, celle des garanties offertes aux personnes enregistrées. La transmission périodique des listes des personnes autorisées présente l'avantage d'offrir à la Commission une première image des pratiques administratives qui se développent. Le défaut de transmission des listes lui permet de détecter rapidement d'éventuelles irrégularités ou négligences et d'agir en conséquence.

Si le Gouvernement entendait procéder à un allègement de la procédure, il convient que ces mesures de simplification soient justifiées et généralisées à tous les cas similaires, ce qui présupposeraient le réexamen de l'ensemble des arrêtés pris à ce jour.

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, conseiller d'Etat, président;

P. Lienardy, P. Quertainmont, conseillers d'Etat;

F. Delperée, J. Kirkpatrick, conseillers de la section de législation,

Mme B. Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Brouwers, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lienardy.

Le greffier.

B. Vigneron.

Le président,

Y. Kreins.

Artikel 6

Aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer dient de lijst te worden toegezonden van de personen aan wie toegang is verleend tot het Register en die gemachtigd zijn om het identificatienummer te gebruiken.

Zo dienen in die lijst ook de hoedanigheid en de functie van de betrokken personen (in tegenstelling tot het bepaalde in het ontwerp, waarin het voegwoord "of" wordt gebruikt) te worden vermeld.

Men schrijft dus :

« De lijst van de overeenkomstig artikel 1, derde lid, aangewezen personeelsleden wordt jaarlijks opgemaakt, met vermelding van hun hoedanigheid en hun functie, en wordt met dezelfde regelmaat toegezonden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. ».

Aldus worden de eenvormigheid van de verplichtingen die rusten op alle overheden die gemachtigd zijn om het identificatienummer te gebruiken en, daarbij aansluitend, de eenvormigheid van de aan de geregistreerde personen geboden garanties veiliggesteld. De periodieke toezending van de lijsten van de gemachtigde personen biedt het voordeel de Commissie een voorafgaand beeld te geven van de bestuurlijke praktijken die ontstaan. Het niet-toezenden van de lijsten maakt het de Commissie mogelijk snel eventuele onregelmatigheden of nalatigheden op te sporen en dienovereenkomstig op te treden.

Mocht de Regering de procedure willen vereenvoudigen, dienen deze maatregelen tot vereenvoudiging gerechtvaardigd te worden en uitgebreid te worden tot alle soortgelijke gevallen, wat vooronderstelt dat alle tot op heden uitgevaardigde besluiten opnieuw onderzocht worden.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Y. Kreins, staatsraad, voorzitter;

P. Lienardy, P. Quertainmont, staatsraden,

F. Delperée, J. Kirkpatrick, assessoren van de afdeling wetgeving,

Mevr. B. Vigneron, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer P. Brouwers, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. Lienardy.

De griffier,

B. Vigneron.

De voorzitter,

Y. Kreins.

26 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté royal organisant l'accès aux informations et l'usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques dans le chef de la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la Société nationale des Chemins de fer belges

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, tweede lid, a), gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991 en 8 december 1992, en op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1990;

Overwegende de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, gewijzigd bij de wetten van 2 augustus 1955, 1 augustus 1960, 4 juli 1962, 10 oktober 1967, het koninklijk besluit nr. 89 van 11 november 1967, de wet van 24 juni 1970, het koninklijk besluit nr. 238 van 31 december 1983, het koninklijk besluit nr. 452 van 29 augustus 1986, de programmawet van 30 december 1988 en de wet van 21 maart 1991;

Overwegende de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, gewijzigd bij de wet van 21 mei 1991, inzonderheid op artikel 57;

Considérant la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, modifiée par la loi du 21 mai 1991, notamment l'article 57;

Considérant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 37, modifié par la loi du 12 décembre 1994;

Considérant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 4, § 1^{er}; tel que modifié par la loi du 11 décembre 1998;

Considérant la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la "charte" de l'assuré social, notamment l'article 8 et l'article 13, modifiés par la loi du 25 juin 1997;

Considérant l'arrêté royal du 28 juin 1985 fixant le mode d'identification des bénéficiaires de pensions, notamment l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o;

Considérant l'arrêté royal du 30 septembre 1992 portant approbation du premier contrat de gestion de la Société nationale des Chemins de fer belges et fixant des mesures relatives à cette Société, notamment l'article 13;

Considérant le Statut du personnel de la Société nationale des Chemins de fer belges, approuvé par la Commission paritaire le 25 novembre 1932, notamment le Chapitre XVI, article 1^{er} et article 3;

Vu l'avis n° 27/1999 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 8 septembre 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 novembre 1999;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Accès aux informations

Article 1^{er}. La division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la Société nationale des Chemins de fer belges, en abrégé S.N.C.B., est autorisée à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 6^o, 8^o et 9^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'accès aux informations visées à l'article 3, alinéa 2, de la loi précitée est autorisé exclusivement pour les données visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 8^o et 9^o.

L'accès visé aux alinéas 1 et 2 est destiné exclusivement à l'accomplissement des tâches ci-après énumérées :

1. le calcul des pensions légales ou réglementaires de vieillesse, de retraite et de survie des membres du personnel de la S.N.C.B.;

2. le versement des prestations visées au 1^o.

L'accès aux informations est réservé :

1^o au conseiller en chef-chef de service chargé de la direction de la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la S.N.C.B.;

2^o aux membres du personnel de la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la S.N.C.B. que la personne visée sous 1^o désigne nommément et par écrit au sein de ses services, compte tenu des fonctions qu'ils exercent et dans les limites de leurs attributions respectives.

Art. 2. Les informations obtenues en application de l'article 1^{er} ne peuvent être utilisées qu'aux fins visées à l'article 1^{er}, alinéa 2. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Overwegende de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 37, gewijzigd bij de wet van 12 december 1994;

Overwegende de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op artikel 4, § 1, gewijzigd bij de wet van 11 december 1998;

Overwegende de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, inzonderheid op artikel 8 en artikel 13, gewijzigd door de wet van 25 juni 1997;

Overwegende het koninklijk besluit van 28 juni 1985 tot vaststelling van de wijze van identificatie van de rechthebbenden op pensioen, inzonderheid op artikel 1, § 1, 2^o;

Overwegende het koninklijk besluit van 30 september 1992 houdende goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en tot vaststelling van maatregelen met betrekking tot deze Maatschappij, inzonderheid op artikel 13;

Overwegende het Statuut van het personeel van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, goedgekeurd door de Paritaire Commissie op 25 november 1932, inzonderheid op Hoofdstuk XVI, artikel 1 en artikel 3;

Gelet op het advies nr. 27/1999 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 8 september 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 november 1999;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Toegang tot de informatiegegevens

Artikel 1. Aan de afdeling Pensioenen van de directie Personeel en Sociale Zaken van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, afgekort : N.M.B.S., wordt toegang verleend tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 6^o, 8^o en 9^o, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De toegang tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, tweede lid, van de voormelde wet wordt uitsluitend toegestaan voor de gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 8^o en 9^o.

De in het eerste en het tweede lid bedoelde toegang geldt uitsluitend voor de uitvoering van de volgende taken :

1. de berekening van de wettelijke of reglementaire ouderdoms-, rust- en overlevingspensioenen van de personeelsleden van de N.M.B.S.;

2. de uitkering van de onder 1^o vermelde prestaties.

De toegang tot de informatiegegevens is toegestaan :

1^o aan de hoofdinspecteur-dienstchef die belast is met de leiding van de afdeling Pensioenen van de directie Personeel en Sociale Zaken van de N.M.B.S.;

2^o aan de personeelsleden van de afdeling Pensioenen van de directie Personeel en Algemene Zaken van de N.M.B.S. die de onder 1^o vermelde persoon binnen zijn diensten bij naam en schriftelijk aanwijst, wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden.

Art. 2. De met toepassing van artikel 1, eerste lid, verkregen informatiegegevens mogen slechts gebruikt worden voor de in artikel 1, tweede lid, vermelde doeleinden. Zij mogen niet worden medegeleed aan derden.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa 1^{er}:

1° les personnes physiques auxquelles se rapportent les informations, ou leurs représentants légaux;

2° les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, pour les informations qui peuvent leur être communiquées en vertu de leur désignation et dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la S.N.C.B. aux fins visées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

CHAPITRE II. — *Utilisation du numéro d'identification*

Art. 3. Les membres du personnel de la S.N.C.B. visés à l'article 1^{er}, alinéa 3, sont autorisés à utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques.

L'autorisation d'utiliser le numéro d'identification est limitée à l'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

Art. 4. Le numéro d'identification du Registre national ne peut être utilisé à des fins de gestion interne que comme moyen d'identification dans les dossiers, fichiers et répertoires qui sont tenus par la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la S.N.C.B. aux fins d'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

En cas d'usage externe, le numéro d'identification du Registre national ne peut être utilisé que dans les rapports qui sont nécessaires à l'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, avec :

1° le titulaire du numéro ou son représentant légal;

2° les autorités publiques et organismes qui, en vertu de l'article 8 de la loi du 8 août 1983, ont eux-mêmes obtenu l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification du Registre national et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 5. Les membres du personnel de la S.N.C.B. visés à l'article 1^{er}, alinéa 3, souscrivent une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à respecter la sécurité et la confidentialité des informations obtenues du Registre national.

Art. 6. La liste des membres du personnel désignés conformément à l'article 1^{er}, alinéa 3, avec la mention de leur titre et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise selon la même périodicité à la Commission de la Protection de la Vie privée.

Art. 7. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Worden niet als derden beschouwd voor de toepassing van het eerste lid:

1° de natuurlijke personen waarop de informatiegegevens betrekking hebben, of hun wettelijke vertegenwoordigers;

2° de openbare overheden en de instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, voor de informatiegegevens die hun kunnen medegedeeld worden in het kader van de betrekkingen die zij, uit hoofde van hun aanstelling, in het kader van de in artikel 1, tweede lid, vermelde doeleinden met de afdeling Pensioenen van de directie Personeel en Sociale Zaken van de N.M.B.S. onderhouden.

HOOFDSTUK II. — *Gebruik van het identificatienummer*

Art. 3. Aan de onder artikel 1, derde lid, vermelde personeelsleden van de N.M.B.S. wordt machtiging verleend om het identificatienummer van de personen die ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken.

De machtiging tot het gebruik van het identificatienummer is beperkt tot het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, vermelde taken.

Art. 4. Voor interne beheersdoeleinden mag het identificatienummer van het Rijksregister uitsluitend gebruikt worden als identificatiemiddel in de dossiers, bestanden en repertoria die door de afdeling Pensioenen van de directie Personeel en Sociale Zaken van de N.M.B.S. worden bijgehouden, voor het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, bedoelde taken.

Bij extern gebruik mag het identificatienummer van het Rijksregister enkel gebruikt worden in de betrekkingen die voor het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, bedoelde taken noodzakelijk zijn, met :

1° de houder van het nummer of zijn wettelijke vertegenwoordiger;

2° de openbare overheden en instellingen die ingevolge artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 zelf machtiging hebben verkregen om het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken en die optreden tot uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 5. De personeelsleden van de N.M.B.S. bedoeld in artikel 1, derde lid, ondertekenen een verklaring waarin zij zich ertoe verbinden de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de uit het Rijksregister verkregen informatiegegevens te erbiedigen.

Art. 6. De lijst van de overeenkomstig artikel 1, derde lid, aangewezen personeelsleden wordt, met vermelding van hun hoedanigheid en hun functie, jaarlijks opgesteld en wordt met dezelfde regelmaat toegezonden aan de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levensfeer.

Art. 7. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN